



NOTICE D'INFORMATION POUR LES DEMANDES DE PAIEMENT

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MESURE 6 – Développement des exploitations et des entreprises

Sous-mesure 6.1

« Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs »

Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et Saint-Martin 2014-2020

Cette notice présente les modalités de demande de paiement d'une subvention.

Veuillez la lire avant de remplir la demande

SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, N'HESITEZ PAS A CONTACTER L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP) DE GUADELOUPE

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : CHRISTIANE.JURION-VIROLAN@ASP-PUBLIC.FR

Standard : 0590 38 76 47

Les fractionnements du versement de la DJA

Forme d'installation avec la capacité professionnelle agricole	DJA versée (en euros)		
	1ère tranche	Tranches intermédiaires	Solde
Installation à titre principal (ITP)	28 000	0 à 28 000	14 000
Installation à titre secondaire (ITS)	14 000	0 à 14 000	7 000
Installation progressive (IP)	17 000	0 à 28 000	25 000

Le versement de la 1^{ère} tranche

Quelle procédure suivre ?

A compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation, le bénéficiaire dispose d'un délai de 9 mois (de la décision d'octroi des aides à l'installation à la date d'installation figurant au certificat de conformité) pour s'installer sur une structure lui permettant de mettre en œuvre son Plan d'Entreprise (PDE-JA).

Le démarrage d'activité est effectif et conforme aux délais réglementaires au regard :

- de l'affiliation au régime des non salariés des professions agricoles,
- de l'enregistrement au registre du commerce et des sociétés (RCS) en cas d'installation sociétaire,
- de la bonne mise en œuvre de PE par la réalisation de la situation initiale décrite.

L'installation ne peut être constatée sans **justificatif d'affiliation au régime des non salariés des professions agricoles** (établi à titre dérogatoire dans certains cas d'installation progressive). La date d'installation retenue ne pourra être antérieure à la date d'affiliation comme chef d'exploitation y figurant.

Dans le cadre d'une **installation sociétaire**, l'installation ne peut être constatée sans **extrait Kbis du RCS**. Il est par ailleurs vérifié que les **statuts** permettent de répondre aux règles d'éligibilité : objet agricole de la société, détention de plus de 10 % des parts sociales, statut d'associé exploitant, participation du jeune à la gestion et aux décisions de la société.

La bonne **mise en œuvre du plan d'entreprise** est constatée par la fourniture des justificatifs concernant l'exploitation des terres et des bâtiments, du cheptel et du matériel et la réalisation des travaux nécessaires au démarrage de l'activité **conformément à la situation initiale** prévue au plan d'entreprise (PDE-JA).

La date d'installation retenue correspond à la date la plus tardive de l'établissement des documents précédemment cités. Le bénéficiaire doit faire parvenir l'ensemble de ces pièces au service instructeur dans les **12 mois** suivants la décision d'octroi des aides à l'installation.

Versement :

Au vu de la demande de paiement et des pièces communiquées par le demandeur, et si aucune anomalie n'est constatée, le service instructeur établit un **certificat de conformité** dans lequel figure la date d'installation. Ce certificat de conformité est notifié au bénéficiaire et à l'organisme payeur, l'ASP.

L'organisme payeur dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception du certificat de conformité sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement pour payer la DJA au jeune agriculteur.

Les conséquences d'anomalies constatées par le service instructeur :

En cas d'anomalies constatées par le service instructeur, la DAAF établit un certificat de non conformité, valant décision de déchéance des aides à l'installation.

Un certificat de non conformité est établi quand le demandeur :

- a dépassé le délai de 9 mois pour s'installer à compter de la date de décision d'octroi des aides à l'installation,
- a dépassé le délai de 24 mois pour s'installer depuis la validation de son PPP et la date d'installation figurant au certificat de conformité (ce délai est porté à 36 mois pour les PPP validé avant le 31/12/2014),
- a dépassé le délai de 12 mois pour transmettre la demande de paiement pour le 1er acompte avec l'ensemble des pièces nécessaires à la validation de son installation,
- ne dispose pas des moyens indispensables pour mettre en œuvre son PDE-JA (refus de signature de bail ou de vente de foncier, non achat des parts sociales en GFA, ...),
- apporte des changements substantiels à son PDE-JA suite aux modifications des conditions économiques ou juridiques du projet (lieu d'installation, origine des revenus...).

Le certificat de non conformité est notifié au bénéficiaire et à l'organisme payeur, ainsi qu'à l'établissement de crédit, le cas échéant.

Le versement des tranches intermédiaires hors Installation Progressive

Quelle procédure suivre ?

Le versement des tranches intermédiaires intervient entre la troisième et la quatrième année du plan d'entreprise.

Ces versements sont conditionnés à la bonne mise en œuvre des critères positifs de modulation de l'aide qui ont été activées et sont effectués après le suivi à mi-parcours.

Versement :

Au vu de la demande de paiement et des pièces communiquées par le demandeur prouvant la bonne mise en œuvre des critères de modulation, le service instructeur établit un certificat de « service fait » notifié au bénéficiaire et à l'organisme payeur, l'ASP.

L'organisme payeur dispose d'un délai de 3 mois, à compter de la réception du certificat de service fait sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, pour payer la DJA au jeune agriculteur.

Le versement des tranches intermédiaires de l'Installation Progressive

Quelle procédure suivre ?

Dans le cadre de dossiers faisant l'objet d'une installation progressive, le versement des tranches intermédiaires intervient à compter de la 3^{ème} année du plan d'entreprise.

Ce versement est conditionné à la bonne mise en œuvre du PDE-JA, au respect des engagements et à l'atteinte d'un revenu agricole minimal de 0,5 SMIC.

Si ce revenu n'est pas atteint en fin de 2^{ème} année suivant l'installation, le versement de la deuxième tranche est reporté. Le bénéficiaire dispose d'un délai supplémentaire de 12 mois pour atteindre l'objectif de revenu en fin de 3^{ème} année suivant la date l'installation.

La vérification de l'atteinte du revenu se fait au vu des résultats comptables. Le bénéficiaire est donc tenu de communiquer les pièces comptables nécessaires à la réalisation de ce contrôle.

Le bénéficiaire des aides dispose d'un délai de **2 ans et 6 mois**, à compter de la date d'installation figurant au certificat de conformité, pour transmettre la demande de paiement et les pièces nécessaires au service instructeur.

Versement :

Au vu de la demande de paiement et des pièces communiquées par le demandeur et si l'objectif de revenu est atteint, le service instructeur établit un certificat de « service fait » notifié au bénéficiaire et à l'organisme payeur, l'ASP.

L'organisme payeur dispose d'un délai de 3 mois, à compter de la réception du certificat de service fait sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, pour payer la DJA au jeune agriculteur.

Le versement du solde

Quelle procédure suivre ?

Le solde, est versé à l'issue du plan d'entreprise, au cours de la 5e année suivant la date d'installation. Ce versement n'est réalisé qu'au terme d'un contrôle administratif mettant en évidence que le bénéficiaire des aides a rempli l'ensemble de ses engagements sur les 4 années suivant la date d'installation.

Le bénéficiaire des aides dispose d'un délai de **4 ans et 6 mois**, à compter de la date d'installation figurant au certificat de conformité, pour transmettre la demande de paiement et les pièces nécessaires au service instructeur.

Le non respect de certains engagements peut être assorti d'une décision de déchéance totale ou partielle des aides à l'installation (et des demandes de reversement en conséquence).

Versement :

Au vu de la demande de paiement et des pièces communiquées par le demandeur et si l'ensemble des engagements sont respectés, le service instructeur établit un certificat de « service fait » notifié au bénéficiaire et à l'organisme payeur, l'ASP.

L'organisme payeur dispose d'un délai de 3 mois, à compter de la réception du certificat de service fait sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, pour payer le solde de la DJA au jeune agriculteur.

Le suivi à mi-parcours

Le bénéficiaire des aides à l'installation est tenu d'informer le service instructeur de la bonne mise en œuvre du plan d'entreprise, au cours de la 3ème année du plan d'entreprise.

Cette information ne fera pas l'objet d'un versement (sauf dans le cadre de l'installation progressive) mais conditionnera le versement des tranches intermédiaires et du solde de la DJA. Elle fera l'objet d'une vérification par le service instructeur qui pourra donner lieu, le cas échéant, à un reversement, voire une déchéance totale des aides à l'installation.

Le bénéficiaire des aides dispose d'un délai de **2 ans et 6 mois**, à compter de la date d'installation figurant au certificat de conformité, pour transmettre le formulaire de suivi à mi-parcours, ainsi que les pièces justificatives nécessaires.